

Entretien de Frank-Walter Steinmeier à la ZDF sur la situation au Proche-Orient

9 AOUT 2006

Depuis Berlin (Allemagne)

Question : *Avant votre voyage au Proche-Orient hier, vous êtes apparu confiant et avez déclaré qu'il y avait une réelle chance. Êtes-vous toujours aussi confiant ?*

Réponse : Quoi qu'il en soit, je pense qu'on peut et doit y croire : il y a une chance...

Pourtant, Israël a annoncé aujourd'hui qu'il allait encore étendre fortement son offensive terrestre. N'est-ce pas là une nouvelle escalade ?

J'ai en tout cas indiqué que les chances pour une solution diplomatique – et la porte est maintenant ouverte pour cette solution – ne peuvent être anéanties. Le gouvernement israélien m'a par ailleurs communiqué, après le conseil des ministres, que son intérêt restait d'arriver à court terme à une résolution à New York, résolution qui conduirait à ce que nous désirons tous : la fin des combats.

Le vice-premier ministre israélien a aujourd'hui déclaré que les combats pourraient bien continuer pendant plus de 30 jours. Comment interprétez-vous ces propos ?

Je n'ai pas à interpréter ces propos. J'ai clairement indiqué que notre contribution sera de participer aux efforts du Conseil de sécurité pour mettre fin aux combats, ce qui sera réalisable sur la base d'une résolution à laquelle les membres du Conseil de sécurité travaillent actuellement et qui me permet de constater que, même en ces jours difficiles, nous assistons à des rapprochements. Prenons la décision du gouvernement libanais le 7 août d'envoyer 15 000 soldats de l'armée libanaise dans le Liban sud. C'est plus qu'un signal. C'est un geste voire le respect d'une exigence que nous avons toujours imposée au gouvernement libanais. Et quand je dis "nous", j'inclus également le gouvernement israélien, car nous avons exigé que le gouvernement libanais étende son autorité à l'ensemble du territoire libanais et exerce le monopole de la violence dans le Liban sud. En prenant cette décision, il semble que le gouvernement libanais ait rempli cette condition préalable. Je reviens, en outre, de mes entretiens avec Israël avec l'expérience et la réponse que cette décision a également été considérée en Israël comme un pas en avant crucial.

Faut-il alors comprendre qu'Israël serait prêt à se retirer et, au fil des semaines, à transmettre à l'armée libanaise le contrôle de ce territoire ?

Oui, c'est le problème de fond dont il faut maintenant encore débattre à New York. Il faut trouver la façon de permettre l'installation de l'armée libanaise tout en garantissant la présence d'une mission internationale de stabilisation et le

retrait du Liban des troupes israéliennes... J'espère sincèrement qu'elle sera trouvée dans les prochains jours.

Le Hezbollah y trouve-t-il son intérêt ?

Je ne peux que supposer que le Hezbollah y trouve son intérêt parce que le premier ministre libanais m'a confié qu'il ne s'agissait pas d'une décision émanant du premier ministre ni même d'une décision de quelques membres du gouvernement libanais, mais d'une décision prise au sein du gouvernement auquel appartiennent des ministres issus du Hezbollah. Dès lors, je pense que tout sera mis en œuvre pour qu'elle ne reste pas une décision politique et pour qu'elle soit imposée sur place dans le Liban sud.

Source : **Allemagne (ministère fédéral des Affaires étrangères)**